

**1995 / 2005 : « TOUS ENSEMBLE, TOUS ENSEMBLE !... »
MAIS POUR QUELLE ALTERNATIVE ?**

De la « grande grève » de 1995 au «non » du 29 mai 2005, une décennie s'est écoulée et la succession des événements, dans un contexte de mondialisation capitaliste agressive peut nous interroger, au-delà même du cadre national, pour la compréhension des événements écoulés et pour l'élaboration de perspectives possibles.

Nous proposons deux réflexions successives et complémentaires :

- **Première partie : De la grande grève de 1995 à la victoire du 29 mai 2005, que s'est-il passé ?**
- **Deuxième partie : Que peut-il advenir, quelle alternative attendue ?**

**PREMIERE PARTIE : « TOUS ENSEMBLE, TOUS ENSEMBLE... ! »
1995 / 2005, QUE S'EST-IL PASSE ?**

PREAMBULE INQUIET :

- **Plusieurs mois après la formidable victoire du 29 mai 2005 et le NON au projet de traité constitutionnel européen, nous ne cessons d'utiliser de façon incantatoire le rappel de ce « choc » dans nos discours. Mais avons nous pris la mesure complète de l'événement et des perspectives ouvertes par celui-ci ?**
- Militants associatifs ou politiques ayant contribué à cette victoire, savons nous questionner et réviser si nécessaire nos propres comportements pour pouvoir prétendre prolonger cette victoire en un projet alternatif qui serait recevable par cet électorat du «non » ? Ce projet, allons nous continuer à l'annoncer sans cesse, sans jamais oser ou savoir l'élaborer vraiment ?
- Resterons nous paralysés par la pesanteur de nos pratiques antérieures et par un long passé d'échecs successifs du camp progressiste qui voyait s'éloigner à un horizon indéfini la perspective de tout changement possible à gauche ?
- **Mesurons-nous combien ce refus par 55% de nos concitoyens de la fatalité d'un monde de plus en plus ultralibéral est riche d'espérances et d'exigences aussi ?**
- Mesurons-nous combien ce refus, exprimé même en l'absence de «plan B » annoncé et face à la dramatisation par le camp adverse des conséquences annoncées de ce vote non, contenait en lui-même la prise de risque de devoir affronter un enjeu nouveau, en profonde rupture avec le monde libéral que le traité constitutionnel devait consacrer et dans l'espérance d'un «autre monde possible » qui occupait nos discours de campagne ?
- **Ceux qui ont si haut et si fort mené cette campagne doivent désormais démontrer leur aptitude à contribuer à ce projet alternatif. Cette démonstration ne doit pas être assortie d'un «dessaisissement du peuple » dans une prétention avant-gardiste, mais doit tenir compte de l'aspiration nouvelle exprimée de contribuer au processus dont ce large électorat a lui-même ouvert la voie, contre une classe politique et intellectuelle qui fut largement désavouée et discréditée par son comportement «pro-oui ».**

- **Mesurons nous le risque que représenterait une faiblesse (pour l'instant évidente) dans les réponses apportées à ce formidable défi résultant de la nouvelle conjoncture de l'après 29 mai 2005 ?**
- La « trahison des élites », celle décrite magnifiquement par Raoul Marc Jennar, était celle du monde libéral et de ses complices socio-libéraux. Ces derniers restent candidats à une « nouvelle alternance » sans que nul ne soit dupe d'un projet mystificateur qui reconduirait les mêmes dérives et les mêmes impasses qui ont été désavouées massivement le 21 avril 2002 et le 29 mai 2005.
- Le risque existe qu'une « autre trahison » soit celle de « l'autre gauche » si celle-ci ne relevait pas le défi actuel par la démonstration de sa volonté réelle et de son aptitude à défier le capitalisme dominant, par un programme de transition d'effet immédiat et par un projet de société crédible. Un projet qui devrait être susceptible d'entraîner l'adhésion d'un courant déjà majoritaire dans le pays après le vote du 29 mai 2005 et attirer aussi certains de ceux qui ont cru devoir voter oui par discipline envers certains appareils, mais ne dissimulent plus leur désenchantement.
- Cette faillite qui serait programmée et semblerait inéluctable par la seule reconduction de nos comportements politiques antérieurs, ouvrirait un boulevard pour d'autres alternatives populistes et totalitaires déjà en embuscades et prêtes à prospérer sur un fond de désenchantement auquel nous aurions contribué.

Dans une première partie nous allons tenter de comprendre « ce qui s'est passé » et qui ne se résume pas au seul épisode référendaire de mai 2005.

Dans une deuxième partie nous proposerons en tenant compte du premier constat l'approche des grandes lignes stratégiques pour une alternative anticapitaliste que nous affirmons possible en l'état actuel des rapports de force nationaux et dans le contexte mondial qui voit se fragiliser même l'édifice de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC). Mais ces perspectives ont pour condition certaines ruptures comportementales. Il faudra comprendre que ces ruptures ne sont pas des reniements ou des renoncements mais au contraire un renforcement de notre implication pour la concrétisation d'un « autre monde possible » qui laisse toute sa place à un processus démocratique en marche, dans lequel le 29 mai 2005 aura été un temps vécu comme une première étape victorieuse concrète.

Nous proposons une double mise en perspective dans cette première partie pour tenter de comprendre ce qui s'est passé :

- I – Le 29 mai 2005, un événement inscrit dans l'histoire de la décennie 1995 / 2005
- II – 1995 / 2005, la décennie du « tous ensemble », le sens d'un slogan.

- I – LE 29 MAI 2005 : UN EVENEMENT INSCRIT DANS LA DECENNIE 1995 / 2005.
--

L'événement 29 mai 2005 n'est pas advenu comme un phénomène irrationnel. Il n'était pas non plus la manifestation de la « bêtise populaire » qu'à voulu y reconnaître la droite et aussi certains porte-parole d'un socialisme dégradé jusqu'à l'approbation des lois de la « concurrence libre et non faussée » élevées au rang de principe constitutionnel fondamental !

L'événement 29 mai 2005 a été au contraire un temps fort de la vie démocratique de ce pays qui a mobilisé une somme d'énergies et d'intelligences partagées sans précédent dans notre vie démocratique contemporaine. Les électeurs ont bien compris que le vote concernait un choix de société engageant le présent et les générations futures. Ce vote a été exemplairement responsable.

L'événement 29 mai 2005 a donc un « sens », il est l'aboutissement d'une « conscientisation » de la majorité d'un électorat que l'on avait d'abord tenté de maintenir dans l'ignorance des enjeux.

- **Cette conscientisation résultait pour une part de la campagne électorale** elle-même qui fut unitaire et exemplaire
- **Mais cette conscientisation précédait aussi cette campagne, de façon moins apparente mais déterminante, par l'accumulation des expériences concrètes vécues par la population.** Ces expériences regroupaient la perception de la dégradation du contrat social et des conditions de vie. Les politiques Jospin puis Raffarin ont l'une autant que l'autre contribué à l'irruption d'un comportement électoral que la droite pouvait craindre mais que la gauche socialiste n'avait pas su imaginer possible en n'ayant jamais véritablement fait l'analyse du précédent désaveu du 21 avril 2002. Cette dégradation était perceptible par beaucoup depuis de nombreuses années et particulièrement depuis 1995, époque de la « grande grève » qui fut la première riposte de grande ampleur aux prétentions du capitalisme global, incarné à l'époque par le gouvernement Juppé (droit dans ses bottes, disait-il !)

- Les événements de 1995 en France ont bien été la première réponse importante à un ordre ultra-libéral émergent dont les effets étaient déjà observables en Angleterre de Margareth Thatcher qui développait le slogan « there is no alternative ! » (TINA, il n'y a pas d'alternative !)
- **C'est à cette époque lors de ces premières grandes grèves que faisait irruption dans les cortèges le slogan « tous ensemble, tous ensemble...! » sur lequel nous reviendrons.**

La même année, 1995, a été celle de la création de l'Organisation Mondiale du Commerce(OMC), intervenant six ans après la chute du mur de Berlin en 1989. Cette chute avait rendu possible l'extension d'un capitalisme débridé, au nom d'un nouveau Dieu, le commerce ; dans une nouvelle liturgie, celle du libre-échange et de la concurrence des hommes autant que des marchandises. C'est à la même époque que le premier ministre Juppé ralliait son gouvernement à l'**Accord Général sur le Commerce des Services (AGCS)** qui ne sera pas dénoncé ultérieurement par la gauche revenue au pouvoir. Ces événements passèrent alors presque inaperçus et l'opinion fut tenue à l'écart des débats jusqu'au congrès de Barcelone au début 2002 ou Jospin et Chirac ensemble confirmaient l'adhésion de la France à la mise en concurrence y compris des services publics...!

- **Ainsi le capitalisme était-il désormais renforcé dans son organisation planétaire, avec l'accord de tous les socio-démocrates majoritaires en Europe à cette époque.** Cet événement majeur n'a été perçu par la majorité «non politisée » de la population que de façon très progressive comme un danger pour l'avenir du développement des peuples et pour la démocratie elle-même sur l'ensemble de la planète.
- **Le lien** entre les méfaits (concentrations, licenciements, délocalisations, flexibilité, précarité, refondation sociale du MEDEF et de la CFDT, démantèlement du Droit du travail) et les politiques libérales mondialement coordonnées a fini, par s'imposer à la majorité de l'opinion.
- **Le lien** entre les crises asiatiques, argentines, l'effondrement de l'empire ENRON aux USA, (puis celui du World Trade Center !) et les prétentions hégémoniques de l'empire industriel occidental avec les dérives guerrières imposées par la protection de ses intérêts est apparu plus récemment. L'insécurité internationale installée durablement est bien perçue comme une menace pour la démocratie, non seulement à cause du terrorisme, mais aussi à cause d'un ordre sécuritaire et de lois d'exception désormais généralisées et dont le champ d'application dépasse très largement la protection contre les attaques «terroristes ». Une tendance se développe visant à assimiler le mouvement social lui-même à une tentative de déstabilisation relevant de l'application de ces lois !
- **Le contre sommet de l'OMC à SEATTLE en 1999 jusqu'à celui de HONG KONG en 2005 et les Forums Sociaux Mondiaux depuis celui de PORTO ALEGRE ont contribué à populariser les analyses portées désormais par un mouvement altermondialiste global dont l'influence dépasse très largement le champ de ses adhérents.** Ce mouvement est mieux «entendu » que ne l'étaient les critiques idéologiques antérieures du capitalisme qui portaient le poids d'une expérience dévoyée du socialisme à l'Est et en URSS. Les analyses altermondialistes sont perçues désormais au Nord comme au Sud comme incontournables et même ceux qui désapprouvent leurs thèses ne peuvent plus se soustraire à la pertinence des questionnements posés. **C'est la « gouvernance mondiale » elle-même qui est analysée et remise en cause comme un modèle antidémocratique qui contribue à l'extension des inégalités et de la misère, comme une entrave durable au développement des peuples et à l'émancipation des hommes.** Même ceux qui ont un temps été séduit par les « refondations sociales » pouvant «accompagner » le libéralisme sont obligés à mesurer la vanité de leur démarche dans un rapport de force aussi défavorable.

Le retour de la gauche au pouvoir n'a été source que d'un désenchantement aggravé, conséquence de la «trahison des élites » et expliquant autant l'effondrement du 21 avril 2002 que l'émergence d'une gauche plus radicale et le retour de la droite la plus dure jouant sur cette faillite confirmée du social-libéralisme. Un premier rejet de ce libéralisme débridé à été consacré par les élections intermédiaires de 2003 et 2004 que la gauche socialiste interprétait bien légèrement comme une attente d'alternance. Le vote du 29 mai 2005 voyait s'effondrer les illusions de ceux là qui ne mesuraient pas encore le fossé creusé entre une population mieux éclairée parfois que ses «élites » et une classe politique qui se croyait incontournable et légitime.

Ainsi donc la politique ultra-libérale menée pendant la dernière décennie est apparue pour ce qu'elle est ; une Contre Révolution Conservatrice. On peut sans excès parler de réécriture négationniste de l'histoire du progrès de l'humanité, tentant d'effacer après l'avoir discrédité l'héritage de deux millénaires d'histoire d'émancipation des hommes et des peuples et de deux siècles de construction du Droit humain issu de l'héritage des Lumières au dix huitième siècle.

Cette prétention exorbitante de la contre révolution conservatrice, qui a trouvé la complicité constante de la social-démocratie, est perçue désormais comme une régression et une dérive inacceptable qu'il convient de corriger. C'est une conscience universelle qui se soulève et qui refuse que le XXI^e me siècle soit celui d'une nouvelle barbarie.

Il est devenu perceptible par le plus grand nombre que l'ordre capitaliste mondial ne songe même plus à asseoir sa légitimité sur une approbation démocratique ; il contribue plutôt à l'affaiblissement des états et au renforcement des entreprises sécuritaires et guerrières nécessaires à la défense de ses seuls intérêts. Les états sont réduits au rôle de prestataires au service d'un ordre économique auto-légitimé.

Un nouveau totalitarisme est en marche qui se soucie bien peu du «coût social» de ses pratiques ; la force n'est plus au service du Droit, le Droit lui-même est au service d'intérêts particuliers.

- **II – 1995 / 2005 : HISTOIRE D'UN « TOUS ENSEMBLE, TOUS ENSEMBLE...! »
LE SENS D'UN SLOGAN.**

Ce cri « tous ensemble » a un sens que ne résume pas sa seule transcription. Ce cri doit nous interpeller pour discerner ses origines profondes. Il est porteur de douleurs et d'espoirs.

Ce cri doit nous interpeller aussi pour mesurer si nos réponses politiques sont à la hauteur de l'appel entendu. Ce deuxième point sera l'objet de la deuxième partie de cette contribution.

LE SENS D'UN SLOGAN, SES ORIGINES PROFONDES.

Ce slogan « tous ensemble, tous ensemble... ! » est spontanément présent dans la plupart des cortèges. Il apparaît chaque fois qu'une manifestation collective regroupe les victimes d'une économie qui secrète l'exclusion, la précarité et le chômage, au nom d'une meilleure productivité de richesses de plus en plus mal réparties. Les seuls vrais créateurs de richesses que sont les travailleurs se savent désormais spoliés au profit de circuits et d'intérêts financiers et d'actionnaires qui leurs sont étrangers et sont perçus comme une réalité hostile et illégitime.

Ce cri est poussé par ceux qui viennent d'être exclus ou par ceux qui vivent encore sous le joug d'une organisation du travail et de l'emploi qui contient en elle-même une destruction, une négation du lien social et de toutes les solidarités.

Ce cri exprime justement le refus de cette destruction et le réveil de cette solidarité. Il traduit une prise de conscience profonde du caractère inacceptable de la condition faite à certains travailleurs.

Un « inconscient collectif » commence à prendre la mesure de la gravité de la contre-révolution libérale, fondée sur la négation des aspirations humaines élémentaires.

- **1 – Un asservissement individuel et collectif.**

- L'organisation du travail et du marché de l'emploi contient en elle-même dans le système capitaliste actuel, la fragmentation des hommes, scindés entre leur part «employable» (productive) et leur part privée, négligeable (et réduite à sa « fonction consommatrice »).
- Cette organisation contient aussi la mise en compétition de tous contre tous et son corollaire qui est l'interdiction ou l'entrave des solidarités possibles.

- Le monde capitaliste attend que chacun «collabore» à cette **idéologie du «non-lien social» qui est d'abord une stratégie de domination.** Les outils de cette idéologie ne se résument pas à la seule répression syndicale ; ils se nomment flexibilité, précarisation, individualisation des postes et des rémunérations, objectifs personnalisés, évaluation périodique des performances relatives des agents mis en concurrence entre eux, invitation à la délation, promotion conditionnelle à l'acceptation de statuts dégradés, renoncement aux protections individuelles et collectives.
- **Le consentement de chacun à une forme d'aliénation est inscrit au cœur de cette organisation.**

- **La peur est au cœur du processus d'acceptation de cette aliénation.** La peur, même celle de perdre un statut dégradé ; la peur de perdre son «employabilité» décidée par une direction des ressources humaines qui traite des hommes et des femmes comme d'une matière première, jugée de qualité bonne ou frelatée.
- L'aptitude à la compétition est élevée au rang de vertu, jusqu'à la valorisation de l'aptitude à l'écrasement de l'autre, même au prix de l'exclusion et de la mort sociale de celui-ci.
- **Chacun perçoit que les «droits humains» sont dissociés du droit du travail. L'ordre économique est d'abord un ordre injuste et autoritaire.**

- **2 – Ce consentement a un prix.**

- **Le consentement à cette forme d'aliénation et surtout la collaboration avec une idéologie antihumaniste par essence, a un prix psychique très élevé : celui de la souffrance au travail et celui de la dévalorisation de soi.**
- Cette souffrance au travail est parfois d'abord physique, mais elle est **toujours aussi psychique**, n'épargnant aucune catégorie de personnel y compris celle des cadres. Le prix de la performance attendue est souvent lourd à payer ; tenir les cadences, tenir les objectifs, renoncer aux solidarités et s'il le faut renoncer même à faire valoir ses droits, la peur omniprésente et la crainte de la sanction, la crainte ultime de la dévalorisation de soi, la crainte de devoir pour subsister utiliser dans la compétition avec autrui des moyens que la morale réprouvera font que **la mésestime de soi est au bout du chemin.**
- La complicité avec le système lorsqu'elle devient compromission dont d'autres pâtissent peut faire accepter de garder le silence devant les injustices ou participer même à la neutralisation de mécontentements fondés.

- **Le stress de certains, le mal vivre de beaucoup, trouvent leurs racines dans cette obligation faite à tous de s'inscrire dans une stratégie de compétition.**
- **Ce qui est ici sacrifié c'est le sens humain fondamental qui est la reconnaissance de l'altérité, c'est le besoin naturel de solidarités. Ces vertus ou attitudes sont désignées expressément comme des signes de faiblesse et causes possibles de sanctions. La dévalorisation de soi est conséquence de ce processus.**

- Certains « craquent » avant d'être exclus pour leur faible capacité de soumission à la « règle du jeu ». Ils alimenteront la cohorte des arrêts de travail et le marché des antidépresseurs pour une prise en charge souvent sans issue.
- Pour d'autres, moins nombreux, la posture du refus ou la révolte ménage temporairement l'équilibre psychique, mais au risque d'un comportement socialement suicidaire.
- **Le plus grand nombre se sent « pris au piège » sans même avoir la garantie que sa soumission le protégera durablement.** La machine à broyer les hommes et les femmes n'est pas non plus reconnaissante envers ses valets. Cette machine est différente de celle du début de l'ère industrielle et de la naissance du prolétariat, mais elle est tout autant impitoyable.

- **3 - Le cri « tous ensemble » est lourd de sens dans ce contexte.**

- **Lorsque les uns ou les autres se retrouvent exclus ou broyés par le système, éclate spontanément le cri « Tous ensemble, tous ensemble... ! » qui est d'abord le cri du trop longtemps refoulé, le cri de transgression de la solidarité interdite.**

- **Ce cri exprime d'abord ce qui était « interdit de dire »** avant que n'intervienne la rupture avec un ordre aliénant, ce cri est une **insurrection mentale** de forte signification.

- Il signifie la condamnation sans appel d'une société libérale qui prétend diviser les hommes et les dresser les uns contre les autres. Certaines manifestations unitaires voient les employés et les cadres unis autour de ce slogan du refus de l'aliénation par le travail et du refus de la deshumanisation des rapports des travailleurs entre-eux. **Ce cri signifie l'attente d'un « vivre ensemble » qui traverse les catégories sociales ; il affirme la volonté de replacer la solidarité au centre du Contrat Social. Ce cri est profondément « politique ».**
- Pourtant ce cri est poussé, parfois tardivement, par des citoyens sans aucune référence politique ou idéologique, mais qui découvrent **au travers de leur seule expérience** le caractère inacceptable de la condition qui leur est faite. **Ce cri est très proche de l'affirmation qui lui succède logiquement : « Le monde doit changer de base... »** ; c'est un appel à un autre monde possible au centre duquel le lien social renforcé contribuerait à la santé physique, mentale et sociale de chacun.
- **Ce cri appelle la définition de « principes fondamentaux » autres que ceux qui nous gouvernent. Il est attendu que ces principes renouvelés inspirent aussi bien la méthode de nos révoltes (tous ensembles) que le contenu de la société alternative qu'il conviendrait de bâtir, (fondamentalement solidaire.)**

**DEUXIEME PARTIE : « TOUS ENSEMBLE, TOUS ENSEMBLE... ! »
QUELLE ALTERNATIVE APRES LE 29 MAI 2005 ?**

PREAMBULE :

« Si tu veux marcher vite, part seul et meurt,
Si tu veux marcher loin, part en groupe... »
(Proverbe africain saharien, version millénaire du «tous ensembles »)

Dans la première partie nous avons tenté une mise en perspective dans l'histoire contemporaine récente de la victoire du «non » le 29 mai 2005.

Nous avons montré que ce rejet était l'aboutissement d'un processus de «conscientisation » qui avait débuté bien avant la campagne référendaire, même si le caractère exemplaire de celle-ci a été déterminant pour rendre cette issue possible.

Nous avons tenté d'analyser combien le slogan « tous ensemble » était emblématique de cette prise de conscience collective et combien il était riche d'un sens profond traduisant une attente fondamentale de transformation des rapports sociaux.

Nous avons esquissé un questionnement qui est celui de **la réponse politique apportée à cet « après 29 mai 2005 »** avec une grande inquiétude sur la capacité des militants associatifs et politiques à relever le défi de la situation nouvelle, pour ne pas contribuer à un désenchantement aux risques considérables. Nous avons même évoqué le risque, après la «trahison des élites » sociales-démocrates, d'une trahison de l'autre gauche si elle ne savait que reproduire des comportements antérieurs, si elle restait dispersée, dogmatique ou sectaire, ouvrant un boulevard pour une autre alternative populiste et totalitaire déjà en embuscade et prête à prospérer sur un désenchantement auquel nous aurions contribué.

Nous affirmons qu'une authentique alternative à gauche est possible qui confirmerait le rejet par voie démocratique et sans ambiguïté de la folie capitaliste qui mène le monde à l'abîme. Nous affirmons que la force démocratique nécessaire à ce renversement existe déjà et pourrait prétendre à l'exercice du pouvoir pour entamer immédiatement et poursuivre dans la durée une reconstruction sociale conforme aux attentes et aux intérêts du plus grand nombre de nos concitoyens et des générations futures.

Nous affirmons que cette rupture est possible, accessible et réaliste, sans renoncement aux convictions des porteurs divers de la campagne du «non », pour un autre monde possible annoncé et attendu. **La période actuelle est plus favorable qu'elle ne l'a jamais été depuis très longtemps** pour que nous puissions proclamer «le monde doit changer de base » et pour que la légitimité de cette demande soit perçue comme la seule évidence porteuse d'espérance concrète méritant la mobilisation prolongée d'énergies populaires telles que celles exprimées pour le succès du 29 mai 2005.

Mais cet objectif ne sera rempli que si les groupes politiques, syndicaux et associatifs impliqués dans le camp du «non » contribuent sans réserve à la recherche d'un débouché politique à cette entreprise en ayant pris la mesure complète des attentes que ce vote exprimait. Il apparaîtra alors que la gauche se devra d'accepter de se reconstruire aussi «de bas en haut » et soit surtout capable de rompre avec certaines de ses traditions et de ses pratiques.

On peut craindre que la surdité à certaines interrogations et attentes de cet électorat du «non » ne renforce demain et pour longtemps le camp des fatalistes-réformistes qui sont pourtant sortis défaits de cette bataille. Même renforcés par nos faiblesses on peut douter que ceux là puissent s'opposer à la déferlante libérale en marche qui a elle aussi chuté dans l'embuscade référendaire mais conserve toutes ses forces en réserve et le contrôle des institutions.

La question pourrait être posée ainsi :

- I - Le 29 mai 2005 était un aboutissement ? . Il dépend de nous que ce soit aussi un début.
- II - Le 29 mai ouvre des interrogations nouvelles indispensables, peut-être difficiles.
- III- Quelles pistes pour une alternative possible ?

- I – LE 29 MAI 2005 ETAIT UN ABOUTISSEMENT ? IL DEPEND DE NOUS QUE CE SOIT AUSSI UN DEBUT.

Dans l'élaboration de ce projet alternatif qui nous occupe désormais plusieurs erreurs pourraient s'avérer fatales :

- La première serait de **croire à la stabilité et à la constance acquise d'un électorat majoritaire** sur la question référendaire ; c'est à dire de ne pas prendre en compte toutes les leçons du scrutin et de perdre notre crédibilité aux yeux d'un électorat conjoncturellement majoritaire mais dispersé.
- La seconde serait de **vouloir brûler les étapes** pour aller trop vite vers les échéances futures sans tenir compte de l'handicap institutionnel qui neutraliserait la même expression dans un mode de scrutin autre que référendaire.

Il est donc légitime de se féliciter de l'issue de ce scrutin mais s'en contenter serait un renoncement, voire une trahison des espérances soulevées par la campagne. Ce «non» dont l'écho a été considérable même au-delà de nos frontières ne peut être évoqué durablement de façon incantatoire comme un succès qui annoncerait «naturellement» d'autres victoires à venir.

Le scénario d'une alternative souhaitée est en réalité très différent du scénario d'une «alternance habituelle» entre la droite et la gauche. Nous avons raison de refuser notre contribution à ce qui ne serait qu'une nouvelle « alternance », la lutte menée appelle un autre débouché politique.

- Il nous faut dans ce scénario accepter des questionnements nouveaux et des changements de nos comportements qui sont la condition du succès possible, avec des réponses inédites qui ne se résumeront pas à l'accession au pouvoir mais à la définition beaucoup plus large et à la mise en œuvre de l'autre monde possible.
- De tout cela et de cela seulement dépendra la possibilité que le 29 mai 2005 soit aussi un «début». Ce début pourrait bien être enthousiasmant et ouvrir pour la première fois depuis un demi-siècle la perspective réelle d'une alternative au capitalisme qu'aucune des alternances antérieures n'a jamais eu la prétention sérieuse de réaliser.

Aucune des forces des collectifs du non ne doit manquer à cette tâche et se sentir étrangère à cette ambition. , sauf au risque de se discréditer aux yeux d'un électorat qui s'est déjà rallié, une fois, le vingt neuf mai, à ce projet «tacite» d'un «autre monde possible».

- II – LE 29 MAI 2005 : DES INTERROGATIONS NOUVELLES INDISPENSABLES.

-1- Toutes les analyses du scrutin ont confirmé que le «non» majoritaire dans le pays n'était pas seulement un non de gauche mais que la gauche y avait pris une part dominante. Les mêmes analyses ont exprimé aussi que moins de dix pour cent des électeurs du non avaient voté ainsi par discipline d'une consigne de vote d'un groupe ou parti dont ils se seraient sentis proches ; pour l'essentiel le vote résultait d'une détermination «personnelle».

- De ce premier constat les porte-parole politiques concernés ont eu l'intelligence de tenir compte pour affirmer que nul parti ou groupe ne pouvait s'approprier cette victoire.
- Mais il n'est pas certain que le deuxième constat a été approfondi pour enrichir la réflexion commune concernant cet électorat hétérogène qui se déclare lui-même non affilié à un groupe ou parti actuel.

-2- Que pouvons nous penser de cet «électorat du non» ?

- **Un vote de conviction** : Cet électorat affirme lui-même avoir exprimé un vote de conviction, pour l'essentiel en rattachement à une pensée «de gauche». **Ce vote a procédé d'un véritable « parcours initiatique » pour une partie de l'électorat désavouant ses attaches naturelles. Ce processus est sans doute bien l'aboutissement de l'histoire de la décennie évoquée dans la première partie.** La campagne menée a certainement contribué à ce vote non, mais tout autant le parcours personnel vécu ou ressenti accumulé les années antérieures. Il s'agissait pour chacun de «conviction» et non de ralliement à une personne ou un parti et moins encore à un programme alternatif alors inexistant.

- **Une triple prise de conscience** : L'électorat du non a probablement pu cheminer au travers d'une triple prise de conscience pendant la durée de la campagne et au soir de la victoire, qui peut être résumée en termes simples :

- **1 – « Ils »** (ceux qui proposaient le traité constitutionnel) **avaient osé imaginer que les lois du marché et de la libre concurrence non faussée deviennent des principes constitutionnels fondamentaux et non révisables ! Et « Ils » nous demandaient d'approuver ce projet !**
- **2- « Ils »** (ceux qui appelaient à voter oui) **représentaient plus de quatre vingt pour cent de nos élus à l'assemblée nationale, droite et gauche mêlés ! L'illégitimité d'une telle assemblée était un constat d'évidence qui n'avait jamais été aussi flagrant !**
- **3- Et pourtant « Nous »** (les électeurs du non) **avons montré que contre l'opinion dominante des politiques, des intellectuels et des médias, nous pouvions poser un acte politique fort de rejet de ce projet. Nous y sommes arrivés ! Comment ? « Tous ensemble, tous ensemble... ! »**

- **Quelles réflexions sous-jacentes à cette triple prise de conscience ?** On peut imaginer que ce vote « responsable » a été accompagné de réflexions importantes et d'une projection par les électeurs eux-mêmes sur les conséquences possibles de leur acte, qui ont pu échapper à certains mais conditionnent pourtant l'après 29 mai et l'éventualité d'une alternative possible :
 - Le fait même que « l'absence de plan B » annoncé (et dont le manque était un argument fort de la campagne du oui) n'ait pas dissuadé les électeurs du non, est en soi un élément de réflexion important qui peut être interprété comme la très forte attente d'un sursaut et d'un débouché politique possible. Si ce n'était pas le cas on aurait pu craindre une bien plus large abstention.
 - **C'est bien de cette attente subjective des électeurs du non, entendue ou ignorée, que pourrait dépendre demain le renforcement ou l'extinction de la dynamique du non.**
 - Il semble donc stratégiquement essentiel de proposer une **relecture de la démarche de cet électorat « atypique »** pour que nos comportements et décisions donnent une suite crédible à ce « tous ensemble » dans les urnes pour le rejet d'un renforcement du capitalisme européen.

- 3 -De cette triple prise de conscience des électeurs du non, qu'avons nous compris et retenu ?

- **1- La première idée « Ils avaient osé imaginer un tel projet... » ouvre la voie à un discours crédible et audible pour que la question du « dépassement du capitalisme » s'impose dans le débat, en remplacement des propositions réformistes d'accompagnement de celui-ci.** L'organisation mondiale du capitalisme est clairement apparue liée au projet européen et la prise de conscience de la justesse de thèses appelant à un autre monde possible est apparue au plus grand nombre.

- **Le caractère fondamentalement antidémocratique du processus d'élaboration de ce projet est apparu évident au plus grand nombre.**

- **2 – La deuxième idée « gauche et droite confondue nous demandaient de voter oui... » lève le voile sur la vraie nature d'un social-libéralisme** prêt même à accepter une logique Bolkestein inscrivant l'inégalité et la mise en concurrence des hommes entre-eux traités comme une matière première que l'on achèterait au moindre coût. L'échec, le reniement, des politiques socialistes réformistes d'accompagnement du capitalisme a ici atteint un sommet de cynisme qui a fait trembler l'appareil même de ce parti déjà discrédité par ses compromissions antérieures. Ce parti disait que « l'Europe sociale passe par le oui », mais personne n'y croyait. Les Verts aussi étaient tombés dans le piège. **Ceux là nous demandent désormais de tourner la page et les aider à accéder à une nouvelle alternance !** Ceux là voudraient aussi nous faire oublier que cette position de la « gauche d'en haut » a révélé une **profonde crise démocratique de la représentativité nationale** ; une illégitimité flagrante de la majorité de nos élus qui est la résultante d'un mode de scrutin majoritaire destiné justement à favoriser la bipolarisation de la vie politique tendant au consensus tacite, la désappropriation des suffrages et l'élimination des minorités.

- **La souveraineté populaire s'est sentie bafouée par sa représentation politique. La question institutionnelle doit donc être au cœur de l'exigence de changement. On peut s'étonner que la question de la proportionnelle ait été absente de la campagne (sauf pour le FN hélas), alors que les divergences entre le vote des électeurs et le positionnement des assemblées élues était noté par tous les observateurs. Jamais période n'a été plus favorable à la promotion du scrutin proportionnel que celle qui accompagnait ce référendum !**

- Cette opportunité a été très gravement négligée, pouvant faire planer un doute sur la volonté réelle des tenants du non de respecter l'expression populaire dans d'autres circonstances à venir.
- **3 – La troisième idée « nous avons gagné à gauche, tous ensemble contre les appareils dominants » est le prolongement et l'aboutissement du «tous ensemble» des années antérieures, premier débouché politique positif concret d'une dynamique à laquelle beaucoup ont contribué.** Cela fut illustré par le succès de nos meetings, par le succès de « l'appel des deux cent » autour de la fondation Copernic dirigée par Yves Salesse, par l'action de centaines de collectifs locaux et surtout par le caractère unitaire de toutes ces démarches.

- Même ceux qui n'ont participé à aucune de ces organisations ou manifestations savaient la nature « unitaire » de la campagne du non et ce fait a très certainement été déterminant dans le positionnement du plus grand nombre. Cette campagne unitaire était en elle-même porteuse d'une promesse de prolongement.

- 4- Sur certains points au moins nous pouvons dire que les suites données à ce succès apparaissent décevantes :

- Les débats stratégiques au sein des appareils semblent plus importants que la reconnaissance de la maturité d'un électorat mobilisé de façon exceptionnelle.
- L'alternative reste un slogan post campagne qui perd chaque mois écoulé de sa crédibilité.

- La question institutionnelle est encore occultée et le proportionnelle n'est pas même évoquée par certains, verts ou LCR, qui inscrivaient depuis toujours cette revendication dans leurs programmes.

- Le temps écoulé laisse la place à la «synthèse» de certains qui tentent de redevenir crédibles et au désenchantement d'autres qui ont pourtant contribué très activement à la campagne, comme au sein d'ATTAC.
- **Une inertie semble s'installer qui contraste avec la formidable dynamique de l'avant 29 mai 2005. Dans chaque appareil politique des forces existent qui préfèrent sauver l'intégrité et l'identité de l'appareil que contribuer à l'émergence d'une force nouvelle ; une spirale menant à l'échec semble amorcée et acceptée par beaucoup.**

- 5 - N'est-il pas temps de nous interroger nous-mêmes ? La question se pose de savoir si nous tenons vraiment compte de l'ensemble des questions et des perspectives soulevées par le vote non du 29 mai 2005 ?

- Le «non» à ce projet a eu la force d'une véritable « nuit du quatre août » (*le vote de l'abolition des privilèges en 1789*) ; les privilèges abattus ont été ceux d'une classe politico-médiatique qui se croyait incontournable et invincible et ceux du capital qui croyait pouvoir impunément inscrire ses propres lois dans un texte constitutionnel !
- Même les électeurs les moins « politisés » (les plus nombreux, y compris dans le camp du non) ont été assez conscientisés pour ressentir l'importance de l'enjeu ; pour certains d'entre-eux le vote non a été un vote «de précaution» face à un danger mal identifié, pour d'autres plus informés ce vote voulait clairement dire «basta ! Ca suffit ! ».

- Il serait erroné de réduire ce vote au seul désaveu de la politique libérale nationale déjà supportée par les électeurs, la perception par le plus grand nombre du nouveau rapport de force, européen et mondial, que ce texte prétendait renforcer au profit du capitalisme contre les classes populaires, a contribué à ce choix du «non». Que cette évidence ait été du domaine du «ressenti» plus que de l'analyse approfondie que pouvaient faire les militants les mieux informés n'enlève rien à la nature «responsable» du vote exprimé ! **C'est bien le refus d'une ultime violence du système en place qui s'est exprimé le 29 mai 2005 dans la circonstance référendaire comme il s'était exprimé en vain dans la rue et dans les urnes au cours des deux dernières années ; ce vote était bien la continuation du «tous ensemble» évoqué précédemment.**

- La collusion gauche-droite en faveur du oui a représenté l'élément le plus révoltant pour un électorat déjà malmené dans le passé par la succession des déceptions électorales.

- **La crise de légitimité démocratique et la non-représentativité de nos élus est une autre évidence qui rendait possible l'ouverture d'un débat institutionnel sur lequel le camp du non a été très défaillant, au risque que l'ouverture pus tardive de ce même débat perde de son attractivité et de sa limpidité. Le mot «proportionnelle» n'a même, sauf erreur, jamais été prononcé par un porte-parole du «non» pendant cette campagne ou après son résultat, alors même que la classe politique dominante venait de démontrer, à droite comme à gauche son mépris de la souveraineté populaire ! Il semblerait essentiel d'analyser les causes d'un tel renoncement idéologique suicidaire.**

- Il nous appartient désormais à tous d'œuvrer à ce que ce non n'ait pas été un « non pour rien ». Ce n'est pas la gauche fragmentée temporairement unie qui sort renforcée de cette campagne, c'est « l'idée d'une gauche alternative possible » qu'aucune de ses composantes n'incarne à elle seule. **L'électorat du non «se sait» majoritaire dans ce pays mais a quelques raisons de craindre que l'occasion ne lui soit pas donnée de reproduire, au-delà d'un vote référendaire d'exception, ce « tous ensemble » victorieux.** Cet électorat observe sans doute les « débats à gauche » avec une grande inquiétude si ce n'est déjà une désillusion. Cette désillusion n'est pas celle du congrès du Mans qui était hélas prévisible, mais celle de la gauche prétendument anticapitaliste qui s'offre le luxe de débats internes d'un autre âge, orthodoxie contre orthodoxie, qui signent son aveuglement à détecter et saisir une opportunité historique qui pourrait ne pas se reproduire avant longtemps.

- III – QUELLES PISTES POUR UNE ALTERNATIVE POSSIBLE ?

-1- La question doit être posée brutalement : Allons nous contribuer à une alternative possible ou à son échec ?

Le postulat de ce « possible » pourrait bien être la leçon majeure du 29 mai 2005 en même temps qu'un défi inédit pour tous ceux qui ont contribué à cette victoire au travers des collectifs pour le NON

- A la question : « œuvrons-nous vraiment à cette alternative possible ? » il faut avoir l'honnêteté de répondre Non. Alors ? Renonçons nous à un débouché politique de cette lutte ?

- **On peut être certains que l'objectif d'une alternative possible ne sera pas atteint si se produit le repliement de chaque organisation sur ses pratiques antérieures : Les syndicats retournant à leurs tâches mandataires habituelles, le mouvement altermondialiste à sa réflexion globalisante en défiance avec ses implications politiques et les partis politiques s'enfermant dans leurs débats internes ou ne cesseront de s'opposer les tenants d'une candidature unique et ceux de l'autonomie de chaque organisation, les tenants de l'orthodoxie appelant une candidature issue du parti et ceux ouverts à une autre hypothèse restant marginalisés...**

- Nous avons tous appelés au tous ensemble et au dépassement du capitalisme, un large électorat nous a répondu OUI, en l'absence de plan B annoncé mais avec l'espérance qu'une intelligence collective en marche surmonterait les obstacles prévisibles pour que se profile enfin « l'autre monde possible » à l'origine de la victoire du non.
- **La question nous est directement posée : croyons-nous à notre utopie qui permettrait au monde de «changer de base» ? Ou nous résignerons-nous à ce que le 29 mai n'ait été qu'un spasme démocratique sans lendemain ?** Dans cette deuxième hypothèse la gauche du non restera condamnée à la figuration intermittente selon les aléas d'un mouvement social qui ne lui fera plus confiance, se désolant des postures dogmatiques aux antipodes des attentes populaires que ce vote aura exprimé.
- **L'attente est celle d'un front uni qui poursuivrait la démarche victorieuse en lui donnant un lendemain qui serait un débouché politique concret.**

- **Ce front suppose à l'évidence une recomposition de la gauche qui ne se fasse pas autour d'un pôle de compromission mais autour d'un pôle de rupture. La faisabilité de ce front passe par la candidature unique et par un programme annoncé de réforme constitutionnelle qui imposerait le scrutin proportionnel, seul susceptible de garantir durablement la prise en compte de la volonté populaire et de transposer dans les enceintes politiques les aspirations conformes aux intérêts de la majorité des citoyens, la réforme institutionnelle doit être au cœur de tout programme d'alternative et proposer les modalités d'une démocratie véritablement participative et véritablement contrôlée.**

- **Il s'agit bien de proposer une sixième république, socialiste, démocratique et participative, populaire et anticapitaliste, protectrice des hommes de leur environnement et des générations futures, avec l'ambition de fonder un modèle qui transformera radicalement les conditions de la production, du travail et des relations internationales, un modèle assez enviable pour qu'il soit reconnu dans le monde comme proposé par les héritiers de la révolution française, instruits de toutes les dérives passées et déterminés à empêcher leur reproduction.**

-2- Il nous faut donc certainement aborder frontalement la question « institutionnelle » :

L'idée qui a été avancée de promouvoir une nouvelle assemblée européenne dont le mandat serait de former une assemblée «constituante» serait un formidable cadeau aux pouvoirs libéraux qui trouveraient dans cette enceinte la légitimité pour faire entériner un projet constitutionnel que la volonté populaire aurait précédemment rejeté.

- En effet, sans révision préalable des modes de scrutin nationaux imposant une représentation véritablement proportionnelle et des gouvernements issus de la volonté populaire, ce seront à peu près les mêmes (ceux du camp du oui !) qui nous représenteront dans ces instances européennes, (assemblée ou commission), ceux-la même qui nous imposeraient dès lors «démocratiquement» un texte rejeté par une large majorité de l'électorat !
 - N'oublions pas que la droite française dans sa dernière réforme électorale accompagnant la régionalisation, a aussi modifié le scrutin européen en réduisant sa part proportionnelle antérieure ; cette révision avait même fait craindre un temps que le groupe communiste lui-même n'ait aucun élu, tandis que d'autres formations ont été éliminées malgré leur progression électorale !
- **La revendication du retour à la proportionnelle intégrale dans toutes les élections est le temps initial incontournable d'une refondation de la gauche anticapitaliste, sans lequel aucune perspective ne serait crédible ; il s'agit de mettre fin à un déni de démocratie entretenu par des décennies de mandats délégués majoritaires dont cette campagne a révélé le dévoiement insupportable.**

Ce préalable proportionnel inscrit dans une perspective programmatique lèverait à lui seul une grande partie des obstacles rencontrés dans la recomposition de la gauche anticapitaliste et des craintes de certains concernant l'autonomie des organisations.

- Chacun sait que le scrutin majoritaire incite aux alliances préélectorales et aux programmes de compromis qui conditionnent la survie des appareils et sur lesquelles a prospéré un temps la «gauche plurielle» aux dépens de ses composantes minoritaires réduites au rôle d'appoint ou de faire-valoir.
- Ce même processus contient aussi un déni de démocratie qui fait de chaque électeur un «objet» auquel il est recommandé au gré des alliances de se soumettre à un «vote utile» dans l'intérêt d'une distribution des postes électifs en fait pré-décidée par les appareils politiques. Ce processus a joué un grand rôle dans la montée de l'abstentionnisme qui a contribué en particulier à l'effondrement de la social-démocratie en 2002. Ce processus ne peut être compatible avec la promotion d'une citoyenneté engagée et d'une démocratie participative.

- **Cette exigence de proportionnelle est le moyen unique de relativiser l'expression de chacun mais de garantir l'expression de tous, sans exclusion. Nous n'avons rien à craindre de la restauration du «débat d'idée», pas même la parole de l'extrême droite dont le projet de société est assurément moins attractif que celui d'une gauche solidaire...**

- La constitution d'alliances possibles n'intervient ici qu'après les élections, pour la défense de projets conformes à l'intérêt général ou pour le refus de dispositions rejetées par le plus grand nombre. **Les 55% du non ont toute légitimité à prétendre être représentés majoritairement dans nos institutions, on conçoit mal l'argumentaire refusant cette évidence.**

- 3 - En l'état actuel ce scénario suppose une réforme institutionnelle qui devrait être au centre des propositions d'un candidat prétendant représenter le non anticapitaliste dans une échéance présidentielle.

- Une telle réforme marquerait le début, **le début seulement d'une démocratie socialiste** dans laquelle les électeurs ne seraient plus jamais dépossédés de leur vote.
- La réforme institutionnelle (qui suppose une révision de la constitution) ne répond pas seulement à une exigence démocratique mais aussi à une volonté d'assainissement de la vie politique mettant fin à des décennies de compromissions entre appareils qui n'ont été qu'un appauvrissement de la vie démocratique.

Nous retrouvons ici le débat sur l'échéance 2007 et la place « du » ou « des » candidats se revendiquant du non anticapitaliste.

• UN FRONT UNI INDISPENSABLE

- Interrogeons-nous sur l'incohérence et le danger qui résulterait du fait d'avoir pendant des années contribué au « tous ensemble » en particulier depuis 1995 et jusque dans la campagne unitaire de 2005, si nous devons ensuite reprendre « chacun nos billes » et cultiver un « chacun pour soi » totalement incompréhensible pour les électeurs du non. **Il existe dans chaque appareil de bonnes raisons et une part de légitimité à se croire le mieux placé pour incarner l'alternative ; mais chacun sait l'échec assuré d'une démarche de dispersion qu'aucune bonne raison ne saurait justifier.**

- **Le front uni est une exigence conforme à nos discours antérieurs autant qu'une nécessité stratégique.**

- Ce constat n'est en rien catastrophique pour les partis ou associations concernées car il est au contraire l'étape nécessaire pour aller vers un succès qui sera dû à chacun et respectera l'identité de toutes les composantes de la gauche anticapitaliste. **La seule question est « comment faire ? » et qui doit commencer ?**
- **Chacun a la réponse mais nul ne veut être celui qui la propose en premier car le risque est grand d'être désavoué par une frange de son propre appareil ! Querelles d'hier, querelles qu'il faut laisser au camp social démocrate qui montre déjà ce visage pitoyable des ambitions de personnes sans avoir même parlé de programme, querelles suicidaires qu'il faut d'urgence surmonter !**
- Dire cela c'est affirmer clairement que le candidat incarnant ce front uni ne peut être ni MG Buffet, ni O Besancenot, ni J Bové, ni JL Mélenchon et moins encore L Fabius ! Chacun n'hériterait que d'une part réduite des électeurs des autres composantes sans espoir de reproduire un vote majoritaire tel que celui du Non ; le score serait encore plus désastreux avec des candidatures multiples et chacun le sait.

- **C'est donc au cœur des collectifs du non qu'il faut trouver la richesse d'élaboration d'une base programmatique avec les propositions institutionnelles évoquées ci dessus et les mesures d'urgence qui devraient être prises pour enrayer la régression sociale actuelle.**

- **C'est au cœur de ces mêmes collectifs que devra être déterminée la personnalité dont la vocation sera d'être le meilleur candidat soutenu par tous pour être le mieux placé à gauche face aux candidatures de droite et face à l'inévitable candidature du parti socialiste passé par une désastreuse synthèse.**

- De telles personnalités existent au sein de la fondation Copernic en particulier et autour de Yves Salesse qui après l'appel des deux-cent a joué un rôle déterminant dans la campagne unitaire victorieuse.

• **UN OBJECTIF DE RASSEMBLEMENT POPULAIRE VERS LE DEUXIEME TOUR ET LA VICTOIRE.**

- **Qu'un tel candidat, seul représentant d'un front uni puisse être le mieux placé à gauche au terme d'un premier tour semble très plausible et même très probable.**

- **Il appartiendra ensuite à l'électorat qui aurait pu soutenir un candidat social démocrate moins bien placé de se positionner en ralliant la gauche au second tour pour une victoire possible !**

- **Le rassemblement populaire est l'objectif principal, y compris tourné vers des électeurs antérieurement «réformistes » mais c'est à eux qu'il faut s'adresser, pas à leurs cadres dirigeants qui ne changeront pas de préention ni de programme !**

- **Pour qu'un tel scénario soit possible, il faut une déclaration conjointe des leaders évoqués ci dessus renonçant à leur propre candidature et s'engageant à œuvrer au succès de ce front uni.**

- **La désignation d'un candidat doit être retirée de l'ordre du jour des congrès prévus au début 2006. Il faut que dans chaque appareil soit remplacée la désignation prévue du candidat par l'engagement d'œuvrer à l'élaboration de la base programmatique que soutiendra le front uni dont la désignation du candidat doit être reportée au terme de cette démarche.**

- **Il faut annoncer comme un fait positif que se prépare un renouvellement de la classe politique de ce pays avec l'émergence possible d'un leader dont il conviendra d'asseoir la crédibilité politique sur un programme soumis au débat populaire.**

• **LE ROLE DU MOUVEMENT SOCIAL**

- **Cette démarche doit être première pour que l'ensemble du mouvement social et altermondialiste se sente concerné par la construction d'un autre monde possible, pour ceux-là non plus il ne doit pas y avoir «d'alter-candidat » qui réduirait à néant les chances d'un front uni !**

- **Le rôle du mouvement social doit cependant être central pour définir les modalités crédibles d'une démocratie participative et du contrôle des pouvoirs ;**

- Le contrôle des pouvoirs doit aussi être imaginé en dehors du champ institutionnel et en particulier au sein des entreprises, par les travailleurs eux-mêmes. **Encourager partout l'auto-organisation et la participation des travailleurs et des citoyens ne peut être de la seule responsabilité des élus, mais de la responsabilité du peuple organisé.** Une **démocratie des conseils** est à imaginer dans le monde du travail qui soit un véritable outil de prise du pouvoir dans les entreprises, le rôle du politique n'étant ici que d'asseoir la légalité et la légitimité de ces conseils. Le **pouvoir populaire** doit aussi s'exprimer dans

- d'autres catégories sociales que celles de l'entreprise, sans ignorer le monde rural, la jeunesse et les intellectuels, la place des inactifs doit être pensée au travers de la solidarité et jamais de l'exclusion.

- **L'ENGAGEMENT D'UNE REFORME INSTITUTIONNELLE**

- **L'élection concevable d'un tel «président» candidat unique n'aurait de sens que pour concrétiser l'engagement pris d'une réforme institutionnelle soumise à référendum, instituant en particulier le vote de tous les résidents et le scrutin proportionnel avant une dissolution de l'assemblée nationale qui amènerait une majorité parlementaire conforme à l'électorat du Non.**
- **Cette majorité pourrait même être renforcée par une part conséquente de l'électorat dévoyé qui avait porté sa confiance sur les socio-libéraux...**

- Dans une telle assemblée élue au mode proportionnel **chaque formation retrouverait sa juste représentation** et n'aurait pas à regretter le renoncement consenti aux candidatures multiples dont le résultat aurait pu être catastrophique en encourageant à nouveau un «vote utile» dont seuls les socio-libéraux auraient tiré profit, sans garantie pour autant de réussir leur alternance.
- **Un tel scénario de débouché politique de nos luttes est-il crédible ? Probablement oui. Il ne doit pas se substituer à la poursuite des luttes sociales en cours, mais les accompagner en renforçant leur crédibilité. Le succès est-il certain ? Pas plus que ne l'était la victoire du non et cela devrait suffire à nous encourager.**

CONCLUSION :

Transformer le vote Non en un nouveau contrat social anticapitaliste, c'est possible. Cela représente pour nous tous une **responsabilité historique inscrite dans un temps court** ou les décisions prises ouvriront ou fermeront le champ d'un possible qui serait la réponse attendue par tous ceux qui depuis 1995 appellent par leur «tous ensembles, tous ensembles...» la gauche à se réveiller enfin !

Seul un front uni peut amener un candidat anticapitaliste au deuxième tour d'une élection présidentielle et prétendre la remporter. Un front uni n'est pas une alliance d'appareils mais une adhésion consentie des appareils et de leur base à la fois.

Cette victoire d'un front uni n'est pas l'objectif principal mais l'étape indispensable pour le fondement d'une sixième république socialiste fondée sur une révision institutionnelle profonde et un programme anticapitaliste soutenu accompagnant la définition d'un autre monde possible pour maintenant et pour les générations futures. Il est clair pour chacun qu'aucune alternative anticapitaliste ne serait envisageable dans le cadre conservé des institutions actuelles.

Il s'agit bien d'une rupture et d'un dépassement du capitalisme parvenu à un stade insoutenable par l'extension des misères induites et les dérives guerrières planétaires. Il s'agit bien de remettre en cause les fondements de la production et de la propriété. Mais il ne s'agit pas d'un retour en arrière vers des expériences dont les leçons doivent être tirées, celles des formes autoritaires d'un socialisme dévoyé et celles des formes dégradées d'un socialisme de renoncement et de compromission.

La capacité des peuples à s'approprier leur destin est désormais inscrite dans l'histoire de l'humanité sur l'ensemble de la planète. Des forces contre-révolutionnaires tenteront encore sans doute longtemps de neutraliser par la violence les expériences émancipatrices et notre pays n'est pas à l'abri d'une dérive autoritaire et sécuritaire extrême dont les discours se répandent déjà et contaminent la pensée dominante. Ce péril à lui seul justifie que toutes les forces démocratiques s'unissent pour refuser la «dépossession démocratique» qui a caractérisé la période récente.

Le « Tous ensemble, tous ensemble... » reste un mot d'ordre d'actualité en même temps que la garantie d'un succès possible. Ce qui nous rassemble est bien plus considérable que ce qui pourrait nous diviser encore et il serait très urgent de s'en convaincre.

Une véritable alternative politique en France précéderait probablement une cascade d'événements mondiaux prometteurs rendant plausible cet « autre monde possible » attendu au nord comme au sud. Le combat anticapitaliste est par nature un combat internationaliste, un combat pour l'homme et pour tous les hommes. Il ne s'agit pas de promettre des avènements radieux mais d'éviter déjà un avenir apocalyptique que nous préparent ceux qui gouvernent la planète pour le seul maintien de leurs privilèges.

SOMMAIRE

1995 / 2005 : « TOUS ENSEMBLE, TOUS ENSEMBLE !... » MAIS POUR QUELLE ALTERNATIVE ?
--

PREMIERE PARTIE : TOUS ENSEMBLE, TOUS ENSEMBLE... ! 1995/2005, QUE S'EST-IL PASSE ?**Préambule inquiet**

- I – LE 29 MAI 2005 : UN EVENEMENT INSCRIT DANS LA DECENNIE 1995/2005 2
- II- 1995/2005 : HISTOIRE D'UN TOUS ENSEMBLE, LE SENS D'UN SLOGAN 4
 - Le sens d'un slogan, ses origines profondes.
 - 1/ Un asservissement individuel et collectif.
 - 2/ Ce consentement a un prix 5
 - 3/ Le cri « tous ensemble » est lourd de sens dans ce contexte

DEUXIEME PARTIE : TOUS ENSEMBLE, TOUS ENSEMBLE... ! QUELLE ALTERNATIVE APRES LE VINGT NEUF MAI 2005 ?**Préambule**

- I – LE 29 MAI 2005 ETAIT UN ABOUTISSEMENT ? IL DEPEND DE NOUS QUE CE SOIT AUSSI UN DEBUT. 7
 - II- LE 29 MAI 2005 : DES INTERROGATIONS NOUVELLES INDISPENSABLES
 - 1/ Les analyses du scrutin
 - 2/ Que pouvons nous penser de cet électorat du non ?
 - 3/ De la triple prise de conscience des électeurs du non, qu'avons nous retenu ? 8
 - 4/ Les suites données à ce succès apparaissent décevantes 9
 - 5/ N'est-il pas temps de nous interroger nous-mêmes ?
 - III- QUELLES PISTES POUR UNE ALTERNATIVE POSSIBLE ? 10
 - 1/ Allons nous contribuer à une alternative possible ou a son échec ?
 - 2/ Il nous faut aborder la question institutionnelle
 - 3/ L'échéance présidentielle 11
 - Un front uni indispensable 12
 - Un objectif de rassemblement populaire vers le deuxième tour et la victoire 12
 - Le rôle du mouvement social
 - L'engagement d'une réforme institutionnelle 13
- CONCLUSION**
- SOMMAIRE** 14
